

La note confidentielle de trois fidèles de Macron pour un rééquilibrage social

Les trois économistes qui ont inspiré le programme présidentiel déplorent un déséquilibre à droite de la politique menée depuis un an par le chef de l'Etat.

LE MONDE | 09.06.2018 à 09h59 • Mis à jour le 10.06.2018 à 06h40 | Par [Cédric Pietralunga](#)

Jusqu'ici, le malaise restait circonscrit à quelques élus de la majorité. Il touche désormais les plus proches du chef de l'Etat. Dans une note confidentielle adressée le 4 juin à l'Elysée, dont *Le Monde* s'est procuré une copie, Philippe Aghion, Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry, les trois économistes qui ont inspiré le programme d'Emmanuel Macron, tirent à leur tour la sonnette d'alarme au sujet du déséquilibre supposé de la politique menée par le gouvernement d'Edouard Philippe et « *l'image d'un pouvoir indifférent à la question sociale* ».

« *L'ambition émancipatrice (...) du programme présidentiel échappe à un nombre grandissant de concitoyens, y compris parmi les plus fervents supporteurs de 2017* », s'inquiètent les trois hommes, qui n'ont pas souhaité donner suite aux sollicitations du *Monde*. « *Le thème de la lutte contre les inégalités d'accès, qui était constitutif de l'identité politique du candidat, est occulté* », déplorent-ils, ajoutant que « *beaucoup des soutiens du candidat expriment la crainte d'un recentrage à droite motivé par la tentation d'occuper le terrain politique laissé en friche par un parti Les Républicains en crise* ».

Lire le verbatim de [la note confidentielle des économistes à Emmanuel Macron](#)

Si « *des mesures importantes ont été mises en œuvre* » depuis le début du quinquennat, comme le dédoublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés, le lancement des emplois francs le 1^{er} avril ou la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle – « *le paquet est significatif* », reconnaissent-ils –, d'autres ne sont « *pas à la hauteur des ambitions initiales* ». La réforme de l'assurance-chômage est notamment pointée. Dans son programme, M. Macron avait promis d'ouvrir les droits au chômage à tous les salariés démissionnaires et aux indépendants, mais il a dû rabattre ses ambitions au vu du coût financier exorbitant de la mesure.

Lire aussi : [Macron, un an après : « L'exécutif incite les Français à être patients avant de juger »](#)

« Il faut aussi protéger »

Sur la forme, MM. Aghion, Martin et Pisani-Ferry critiquent également la façon dont les réformes sont incarnées par l'exécutif. « *Les ministres "politiques" sont étiquetés à droite et (...) le message social peine à trouver une voix forte à l'intérieur du gouvernement* », déplorent ces proches de M. Macron. « *Le projet n'est pas porté* » et « *personne ne trace le fil qui relie les réformes* », ajoutent-ils.

Cette critique fait écho au débat qui agite la majorité sur l'absence au gouvernement de figures capables de compenser l'image de droite véhiculée par Bruno Le Maire, Gérard Darmanin ou Edouard Philippe, tous trois issus de LR. Un déséquilibre confirmé par les sondages. Selon l'IFOP, 55 % des sympathisants LR disent aujourd'hui soutenir le chef de l'Etat, contre 26 % seulement des électeurs de gauche.

Lire aussi : [Les députés LRM et la tentation de l'émancipation](#)

La charge est d'autant plus sévère qu'elle est sonnée par trois hommes qui ont été au cœur de la campagne de M. Macron et ont écrit le volet économique de son programme. Professeur au Collège

de France, Philippe Aghion a connu le futur chef de l'Etat au sein de la Commission Attali et ne l'a plus quitté depuis. En 2017, il avait soutenu la candidature de l'ancien bras droit de François Hollande et envoyé moult notes à ses équipes de campagne. Economiste lui aussi, Jean Pisani-Ferry a rejoint En marche ! en janvier 2017, pour coordonner le programme du futur président. « *Sans lui, on n'y serait jamais arrivé* », avaient coutume de dire les cerveaux de la campagne.

Quand à Philippe Martin, il a été conseiller économique de M. Macron à Bercy et dirige aujourd'hui le Conseil d'analyse économique, un organisme chargé de conseiller Matignon. Preuve qu'ils sont toujours proches du chef de l'Etat, MM. Martin et Pisani-Ferry faisaient partie des « marcheurs » invités à la réception organisée à l'Elysée le 4 juin pour fêter la première année du quinquennat.

Selon nos informations, c'est à la demande d'Emmanuel Macron lui-même que MM. Aghion, Martin et Pisani-Ferry ont écrit cette note de trois pages, intitulée « *Renforcer la dimension émancipatrice de l'action gouvernementale* ». Ces dernières semaines, les trois hommes se montraient de plus en plus critiques sur la politique menée par le chef de l'Etat, en privé mais aussi en public.

Dans un entretien publié le 30 mai par le magazine *Alternatives économiques*, M. Aghion avait déclaré que « *le compte n'y [était] pas* » et exprimé ses craintes que le macronisme ne se transforme en « *néo-giscardisme* ». « *Notre modèle, c'est le scandinave, pas le modèle anglo-saxon. (...) Il faut libéraliser, mais il faut aussi protéger* », avait ajouté le lendemain l'économiste sur France Inter. Agacé par ces critiques, M. Macron aurait demandé aux impétrants de lui proposer des solutions.

Lire aussi : [Les centristes du MoDem se veulent vigie sociale de la majorité](#)

Pris au mot, les trois hommes proposent plusieurs pistes au chef de l'Etat, afin d'incarner davantage le « *protéger* » mais aussi pour continuer à « *libérer* ». En matière d'emploi, ils estiment qu'« *il ne faut pas réduire la prime d'activité* », aujourd'hui dans le viseur de Bercy, parce qu'elle « *permet à la fois de réduire la pauvreté des travailleurs modestes et d'inciter au retour au travail à un moment où les difficultés de recrutement apparaissent* ».

Ils se disent également favorables à « *introduire le bonus-malus* » sur les contrats courts, une mesure défendue bec et ongles par Marc Ferracci, un autre économiste proche de M. Macron, mais dont la mise en œuvre a été suspendue. Plus explosifs, MM. Aghion, Martin et Pisani-Ferry préconisent de « *réduire la durée d'indemnisation lorsque le chômage baisse, éventuellement avec modulation par secteur/qualification/localisation* ».

En matière de gouvernance des entreprises, les économistes estiment qu'« *il faut être plus ambitieux dans la loi Pacte sur les représentants salariés dans les conseils d'administration* », une mesure réclamée de longue date par la CFDT et que M. Macron avait envisagé de mettre dans son programme avant d'y renoncer pour ne pas froisser le Medef. Inscrire cette disposition dans la loi portée par Bruno Le Maire serait une sérieuse concession faite à Laurent Berger, le secrétaire général du syndicat réformiste, qui multiplie les critiques contre le chef de l'Etat.

« **Président des riches** »

« *Les aides aux entreprises méritent d'être revues* », assurent également les trois hommes, pointant notamment le crédit d'impôt recherche (CIR) mais aussi « *les aides sectorielles* » et « *le maquis des aides à l'innovation* ». Fin mai, Gérald Darmanin a annoncé qu'il comptait déjà réduire de 5 milliards d'euros d'ici à 2022 certaines aides aux entreprises.

Côté ménages, MM. Aghion, Martin et Pisani-Ferry préconisent d'« *organiser l'extinction* » des « *aides à la pierre* » (Pinel, prêt à taux zéro, etc.), qui selon eux, « *affectent le budget de l'Etat* » dans des proportions devenues hors de contrôle : 13,6 milliards d'euros en 2016 contre 4 milliards en 1995, selon leurs calculs. Pour « *faciliter l'acceptation* » de la suppression de ces niches fiscales, « *l'administration fiscale pourrait publier le revenu imposable médian (...) des bénéficiaires de ces aides ainsi que le montant des réductions d'impôts dont ils bénéficient* », suggère la note.

Enfin, pour faire pièce à l'étiquette de « *président des riches* » qui colle au costume d'Emmanuel Macron, « *une taxation plus lourde des très grosses successions* » doit être envisagée. « *Les enfants des innovateurs sont souvent des rentiers* », écrivent les trois économistes et « *une telle réforme confortera le message en faveur de la mobilité sociale* ». En échange, ils proposent le « *relèvement du plafond* », aujourd'hui fixé à 100 000 euros, en dessous duquel les successions ne sont pas taxées, « *pour en faire une réforme neutre fiscalement* ».

De la même façon, ils conseillent au chef de l'Etat de « *différer* » sa promesse de supprimer la taxe d'habitation des 20 % des Français les plus aisés, une mesure qui « *grève trop durement les marges de manœuvre futures* » et dont ils estiment qu'elle n'aura pas d'effet redistributif. Quand à la taxe foncière, elle doit devenir « *progressive* ».

Le chef de l'Etat entendra-t-il les suppliques ? Interrogé par *Le Monde*, l'Elysée dément avoir commandé une note à MM. Aghion, Martin et Pisani-Ferry mais confirme l'avoir reçue. « *Elle a été lue avec attention mais elle ne présage en rien la politique du gouvernement* », assure un conseiller de M. Macron.